Palme durable, une certification fiable?

L'huile de palme a une sale réputation environnementale. Bien que plusieurs industriels disent prendre un virage vert avec l'adoption d'une certification durable, ces démarches ne font pas l'unanimité. C'est ce qu'a constaté *Quatre-Temps* lors de son passage en Colombie, quatrième producteur d'huile de palme au monde.

TEXTE ET PHOTOS – EMILIE NAULT-SIMARD

Devant nous, deux charriots débordent de grappes de fruits rouges et orange, de la taille de grosses noix. De la pulpe de ces fruits sera extraite l'huile de palme crue, alors que l'huile de palmiste sera tirée du noyau, en beaucoup moindre quantité. Il y a deux ans, Francisco Alejandro Ruíz, responsable de la Palmeras San Antonio S.A., de 140 000 palmiers à huile (*Elaeis guineensis*), a débuté des démarches avec son équipe pour obtenir une certification durable, la *Certified Sustainable Palm Oil* (CSPO). Ce label est le principal à l'heure actuelle, avec un rayon d'action qui touche les plus grandes régions productrices et qui engage des acteurs de tous les secteurs de l'industrie de l'huile de palme. En Colombie, cette certification est encouragée par la Fédération nationale des cultivateurs de palmiers à huile (Fedepalma). Bien que la procédure s'avère ardue pour l'équipe de Francisco Alejandro Ruíz et qu'il manque encore 25 % des documents exigés, la motivation est là.

Francisco Alejandro Ruíz, responsable d'une exploitation de 140 000 palmiers en Colombie, constate que les portes du marché européen commencent à se fermer à l'huile non certifiée.

VIRAGE DE L'INDUSTRIE

Il faut dire que les géants de l'industrie alimentaire comme Nestlé, ou encore Ferrero, fabriquant du Nutella, se sont engagés à délaisser la filière conventionnelle de l'huile de palme pour s'approvisionner uniquement auprès de producteurs certifiés. Ainsi, à l'échelle mondiale, 17 % de la production d'huile de palme est aujourd'hui pourvue de ce label. Cela équivaut à 2,85 millions d'hectares de palmeraies et à 10,95 millions de tonnes d'huile.

La Colombie suit la tendance. « Notre objectif est que toute l'huile produite dans le pays soit certifiée, soutient Myriam Martinez-Cardenas, leader social de Fedepalma. Cela nous permettra d'être plus compétitifs sur le marché local et international », ajoute celle qui est entre autres responsable du programme de responsabilité sociale des entreprises. La Colombie est un précurseur du label biologique et le quatrième producteur mondial d'huile de palme, derrière l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande.

La palme à huile, ou palme africaine, est un oléagineux originaire du golfe de Guinée, en Afrique occidentale. En Colombie, premier producteur américain, 500 000 ha sont aujourd'hui dédiés aux palmeraies.

L'argent pousse dans cet arbre !

La palme à huile, c'est la reine des oléagineuses et l'une des cultures les plus rentables au monde. Sa productivité en huile par hectare est plus élevée que toute autre culture d'huile, soit environ 10 fois plus que celle du soya. De plus, les fruits d'un même arbre peuvent être récoltés plusieurs fois par mois, tous les mois de l'année, pendant environ 30 ans.

À l'échelle du pays, Fedepalma a mis en place des mesures pour aider les exploitants à obtenir le label « durable ». L'émission de ces certifications est en hausse constante, mais aucune date n'a été fixée pour une huile colombienne 100 % « durable ». L'agriculteur colombien Francisco Alejandro Ruíz explique que ce label est devenu un prérequis pour traverser les frontières. « Pour l'exportation en Europe, les portes commencent à se fermer à l'huile non certifiée », dit celui qui vend 50 % de son huile outre-mer. En Colombie, 8 % de l'huile de palme était certifiée durable en 2015, selon Fedepalma.

ÉCRAN DE FUMÉE ?

La certification est émise par la Table ronde sur l'huile de palme durable. Créée en 2004, cette organisation internationale à but non lucratif élabore et met en œuvre des normes mondiales pour l'huile de palme durable. Pour obtenir la certification, il faut « entre autres que les plantations de palmiers à huile ne soient pas issues de nouvelles conversions de forêts naturelles », détaille la World Wide Fund (WWF) France sur son site Web. La Table ronde réunit plus de 3 000 membres à travers le monde, des cultivateurs en passant par des banques, incluant des grandes multinationales et des organisations non gouvernementales (ONG) comme la WWF.

Des voix s'élèvent toutefois pour dénoncer les limites de cette Table ronde. Un point d'achoppement est qu'elle se base sur un concept nommé *High Conservation Value Areas*, qui ne protège qu'une partie des zones forestières. Cela permet la destruction de forêts et de tourbières, expose Greenpeace dans un rapport de 2016. L'organisation écologiste lutte d'ailleurs depuis plusieurs années pour que les normes soient plus contraignantes.

D'autre part, « une société peut être membre de la Table ronde, mais rien ne l'oblige à utiliser de l'huile de palme certifiée », dénonce quant à elle Laurence Duthu, présidente de l'association L'huile de palme : NON!, dans un texte publié par *Le Nouvel Observateur*. Pour être membre régulier de la Table ronde, et donc participer à la prise de décisions, il faut être une ONG ou être directement impliqué dans la chaîne d'approvisionnement de l'huile de palme. De ces ONG, il n'est toutefois pas exigé d'utiliser uniquement de l'huile certifiée. Par exemple, les groupes alimentaires Unilever ou Nestlé, pourvus d'un tel statut, ne s'approvisionnent pas entièrement à la filière durable. Laurence Duthu accuse la Table ronde d'avoir créé « une supercherie » pour berner les consommateurs.

La présence de certains membres affiliés en dérange aussi plusieurs, même

L'HUILE DE PALME EST L'HUILE VÉGÉTALE LA PLUS CONSOMMÉE AU MONDE. ELLE SE CACHE DANS PRESQUE TOUS LES PRODUITS TRANSFORMÉS, SERVANT À FABRIQUER BISCUITS, PLATS CUISINÉS, CHOCOLATS, MARGARINES, MAIS AUSSI SAVONS ET BIODIÉSELS.

Entre les rangs de palmes, une légumineuse nommée *mucuna* (*Pueraria phaseoloides*) pousse avec tellement de vigueur qu'elle réduit l'abondance des mauvaises herbes en plus de servir d'engrais vert.

Un ouvrier se prépare à appliquer un produit servant à équilibrer le pH du sol. Le produit est injecté dans un tube de plastique installé en permanence sur le tronc des palmiers.

s'ils n'ont pas droit de vote. L'un de ces membres, la multinationale suisse Syngenta, par exemple, commercialise l'un des herbicides les plus toxiques au monde, le paraquat. Or, le paraquat est utilisé dans les grandes plantations comme celles des palmes à huile. Dans les critères émis par la Table ronde, on peut lire que « les produits chimiques seront utilisés de manière à ne pas mettre en danger la santé ou l'environnement », mais aussi que l'utilisation du paraquat est tolérée.

INDUSTRIELS SANS SCRUPULES

De plus, certaines compagnies palmières tiennent un double discours. D'un côté, elles entament des démarches auprès de la Table ronde, mais de l'autre, elles ne respectent pas les normes durables.

Au Pérou, entre 2012 et 2015, Plantaciones de Pucallpa a rasé près de 5000 ha de l'Amazonie péruvienne, l'équivalent de 4000 terrains de soccer! L'entreprise a dû cesser ses activités fin 2015, sommée par le gouvernement de rendre des comptes puisqu'il est illégal de couper la forêt primaire au Pérou. Or, Plantaciones de Pucallpa était en processus de certification durable, et un membre régulier de la Table ronde. Ses dirigeants étaient à la tête d'une table de concertation pour développer la filière durable de l'huile de palme au Pérou, selon Dhayneé Orbegozo, qui travaille pour l'ONG Environmental Investigation Agency. « Comment cette entreprise a pu faire partie de ces rencontres et même les diriger? La vérité, c'est que nous ne pouvons pas croire à la certification telle qu'elle est », affirme-t-elle.

MISE EN CONTEXTE

Ailleurs dans le monde, l'industrie de l'huile de palme a mené à des conséquences environnementales et sociales désastreuses. Elle est responsable de déforestations massives en Indonésie et en Malaisie, où l'on répertorie plus de 80 % des plantations mondiales. Cette destruction des forêts tropicales a entraîné une dégradation de la biodiversité,

Planète palme

De 15 millions de tonnes en 1995, la production mondiale d'huile de palme est passée à 56 millions de tonnes en 2013, selon la European Palm Oil Alliance. Alors que l'huile de palme représentait 16 % de l'offre mondiale en huile et gras comestibles durant la période 1993-1994, elle a atteint 30 % pour 2013-2014. Et sa consommation devrait doubler d'ici 2030, et tripler à l'horizon 2050. Résultat : dans les régions tropicales d'Afrique et d'Amérique latine, ainsi qu'en Thaïlande, les monocultures de palmes à huile se développent.

La production annuelle moyenne de la plantation se situe entre 16 à 17 tonnes, chaque palme produisant entre 5 et 6 régimes de fruits par an.

Sur les terres de la Palmeras San Antonio S.A., des forêts indigènes associées à trois sources hydriques ont été préservées.

mettant en danger des espèces comme les orangs-outans et les éléphants de Sumatra, en plus d'avoir créé des conflits sociaux. En asséchant des tourbières et en brûlant des forêts, d'énormes quantités de gaz à effet de serre ont aussi été relâchées. Et à présent, « on assiste à une véritable ruée sur les forêts africaines », alerte Greenpeace dans son récent rapport intitulé *La nouvelle frontière de l'huile de palme*. Les investissements s'y multiplient, attirés par des conditions climatiques idéales et surtout par des réglementations peu contraignantes, non appliquées ou particulièrement favorables aux investissements étrangers.

VIOLENCE ET CONFLITS

Il faut aussi dire que l'agro-industrie de la palme à huile compte de nombreux exemples d'irrégularités dans l'acquisition des terres et de conflits entre investisseurs et populations autochtones locales, que ces industries soient membres ou non de la Table ronde.

La Colombie n'y échappe pas. « Le secteur de l'huile de palme est marqué par l'irresponsabilité sociale », pense Abilio Peña, qui accompagne les victimes de violations de droits humains pour l'organisme colombien Justicia y Paz (Justice et Paix). L'homme a travaillé avec plusieurs communautés affectées par des déplacements forcés, des cas de tortures et d'assassinats documentés, liés à l'implantation de cette agro-industrie, qu'il surnomme l'« *or vert* ».

Orlando Rojas, un Colombien de 57 ans, en sait quelque chose. De la fin des années 1970 au début 1990, il travaillait avec son frère et plusieurs compagnons dans une grande plantation colombienne, Indupalma, aujourd'hui membre de la Table ronde. « Les dirigeants ont engagé des paramilitaires pour tuer mon frère et d'autres ouvriers parce qu'ils étaient syndicalistes, raconte l'homme, forcé de fuir sa maison et d'abandonner son travail. La palme à huile, c'est la violence. » Dans la municipalité de San Alberto, 56 travailleurs et syndicalistes de l'entreprise Indupalma ont été assassinés par des paramilitaires entre 1988 et 1995, selon une étude de l'ONG internationale Human Rights Everywhere publiée en 2006.

Le plus récent cas de violation toucherait Poligrow Ltd., une entreprise étrangère d'huile de palme, membre de la Table ronde et en processus de certification, installée dans le département du Méta en Colombie. Le court documentaire *Entre Agua y Palma Aceitera* (*Entre l'eau et le palmier à huile*), réalisé conjointement par Justice et Paix et l'ONG américaine Environmental Investigation Agency, met en évidence des irrégularités dans l'acquisition des terres. On dénonce de l'intimidation, des déplacements forcés de paysans, ainsi que le recours à des forces paramilitaires.

Poligrow réfute les accusations de Justice et Paix et de l'Environmental Investigation Agency, qu'elle qualifie de « *non fondées* ». Myriam Martinez-Cardenas, de Fedepalma, émet aussi des réserves, repositionnant la situation dans un contexte affecté par un conflit intérieur armé perdurant depuis 50 ans. « La zone où Poligrow est installée est une zone très difficile en Colombie (connue comme corridor de trafic de drogues). Avec l'arrivée de la compagnie, les habitants de cette région ont cessé de

La récolte s'effectue manuellement, à parfois plus de 12 m de haut. Les grappes de fruits sont sectionnées à l'aide d'une longue perche d'aluminium munie, à l'extrémité, d'un couteau courbé semblable à une serpe. C'est le couteau malais.

À TRAVERS LE MONDE, L'INDUSTRIE DE L'HUILE DE PALME A CAUSÉ LA DESTRUCTION DE FORÊTS TROPICALES, ENTRAÎNANT UNE DÉGRADATION DE LA BIODIVERSITÉ ET LE RELÂCHEMENT DE GAZ À EFFET DE SERRE, EN PLUS D'AVOIR CRÉÉ DE GRAVES CONFLITS SOCIAUX.

planter des cultures illicites [coca], retrouvant leur dignité », pense-t-elle, soulignant que Poligrow jouit de hautes normes de qualité, tant au niveau social qu'environnemental. À la suite du dépôt d'une plainte formelle de Justice et paix et de l'Environmental Investigation Agency contre Poligrow à la Table ronde, une enquête indépendante sur le terrain a été commandée par l'organisation. Les conclusions, attendues à l'automne 2016, n'étaient toujours pas disponibles au moment de mettre sous presse.

ON PEUT FAIRE MIEUX

« La certification constitue une première étape qui doit aller plus loin dans les critères de durabilité », pense l'ONG internationale Rainforest Alliance, émettrice d'un autre label « durable » à l'effigie d'une grenouille verte, présent sur différents produits comme le café, le cacao, ou même des auberges écotouristiques. Rainforest Alliance considère sa certification sur l'huile de palme comme « complémentaire » à celle de la Table ronde. Elle interdit notamment la conversion de tourbières et de forêts secondaires en palmeraies.

Greenpeace contribue aussi à élever les normes de la Table ronde, en invitant de grandes marques à ajouter l'objectif « zéro déforestation » à leurs engagements durables, ce qu'ont d'ailleurs fait Ferrero et Nestlé. Une évaluation de l'organisation réalisée en 2016 montre toutefois que le respect de cet engagement est à géométrie variable et que Colgate-Palmolive, Johnson & Johnson et Pepsi sont considérés comme en échec.

La solution serait-elle le boycott? Dans un communiqué, Greenpeace soutient qu'« un boycott d'entreprises comme Ferrero ne va pas arrêter la destruction des forêts en faveur des plantations de palmiers à huile. Ce sont justement de telles entreprises qui veulent être partie prenante de la solution et qui peuvent servir de points de référence importants sur le marché. » Plus encore, en cas de boycott massif, affirme la WWF, « les entreprises sont susceptibles de commencer à acheter des huiles végétales de substitution, qui dans de nombreux cas prennent beaucoup plus de terres pour être produites ».

En définitive, plus les exigences du consommateur seront élevées, plus il s'informera sur les valeurs sociales et environnementales des grands fabricants. Ceux-ci devront améliorer leurs pratiques, ou même créer de nouveaux modèles de production.

La WWF France rappelle enfin « qu'afin d'avoir une alimentation durable et de protéger la forêt, le consommateur doit favoriser en priorité une alimentation moins transformée, de saison, locale et durable, voire biologique ».

Emilie Nault-Simard est journaliste indépendante.